



LES VIOLS DE 41 FEMMES ET FILLES À IRANSHAHR SUSCITENT LA CONTROVERSE À TRAVERS L'IRAN

JUIN 2018

RAPPORT MENSUEL
Commission des Femmes
du Conseil national de la Résistance iranienne



Les viols de 41 femmes et filles à Iranshahr suscitent la controverse à travers l'Iran

Les viols de 41 femmes et filles à [Iranshahr](#) ont suscité la controverse à travers l'Iran. Alors que le mois de juin avait été marqué par de nouvelles informations sur les violences et la discrimination contre les femmes en Iran et les violations de leurs droits, les titres les plus tragiques ont concerné les jeunes femmes et jeunes filles violées à Iranshahr.



Les femmes d'Iranshahr protestent contre les viols collectifs de 41 femmes et filles dans leur ville. Leurs signes indiquaient que "la victime du viol n'est pas une propriété à sacrifier pour des intérêts"; "Non à toutes les formes de violence"; "Les victimes de viol ne sont pas des propriétés et leur valeur ne diminue pas".

Les [mauvais traitements](#) et les [tortures infligés aux prisonniers politiques](#), incluant notamment le refus des [traitements médicaux](#), l'arrestation et la détention de militants des droits civils et humains et la [condamnation des étudiants](#) qui ont dénoncé le régime lors du soulèvement iranien en décembre / janvier, sont des instruments de base d'une pratique de routine opérée par les religieux au pouvoir de Téhéran chaque mois.

Au mois de juin, les femmes avaient participé au moins à 64 manifestations. Il a été signalé que les violences domestiques à l'encontre des femmes en Iran avaient doublé en un an et que plus de 151 000 filles n'étaient toujours pas scolarisées cette année. Au moins 15 jeunes femmes se sont suicidées et le mariage forcé a été reconnu comme l'une des principales raisons ayant incité ces femmes au suicide par immolation.

Le coroner en chef de l'Iran a annoncé que le nombre de femmes qui déposaient plainte contre les [violences domestiques](#) avait augmenté de 5,8% en 2017. Alors qu'en 2016, les violences domestiques contre les femmes avaient augmenté de 3,2%. (L'agence de presse officielle IRNA - 9 juin 2018)

Un autre responsable, Abbas Soltanian, adjoint à l'éducation secondaire auprès du Ministère de l'éducation, a également révélé qu'entre octobre 2017 et juin 2018 (l'année scolaire en Iran), 151 046 filles [n'avaient été inscrites dans aucune école](#) et n'étaient absolument pas considérées comme étudiantes. (Agence de presse ILNA dirigée par l'Etat - 25 juin 2018)

Selon Mohammad Nowrouzi-nia, chef du département de l'éducation de Dishmook à Kohgilouyeh et dans la province de Boyerahmad, les [mariages forcés](#) sont parmi les principales raisons pour lesquelles les jeunes femmes s'immolent à Kohgilouyeh et dans la province de Boyerahmad, au sud-ouest de l'Iran. (Le site Web de Tabnak géré par l'État - 31 mai 2018)

Toujours pour la première fois, un responsable américain a confirmé que les gangs qui ont aspergé d'acide des femmes en 2014 étaient liés au régime en place.

[Sigal Mandelker](#), sous-secrétaire pour le terrorisme et le renseignement financier au Département du Trésor des États-Unis, a déclaré que le *Ansar-e Hezbollah*, un institut soutenu par l'État, était lié aux attaques à l'acide contre des femmes à Ispahan. Ils ont répandu de l'acide sur de nombreuses femmes dont le couvre-chef et les vêtements ne respectaient pas les normes du régime, les blessant gravement et créant une atmosphère de peur. (USAdarFarsi, Facebook du Département d'Etat américain en Farsi - 7 juin 2018)

Plus tragiquement, les viols collectifs de 41 femmes et filles à Iranshahr ont choqué la société iranienne et suscité une grande indignation contre l'approche d'un régime misogyne face à ce crime horrible contre des femmes sans défense dans l'une des provinces iraniennes les plus opprimées.

41 femmes et filles violées par des assaillants liés à de gros bonnets locaux

Cette dénonciation était portée par Mowlavi Tayyeb Mollazehi, le leader de la prière du vendredi des sunnites à Iranshahr, qui a révélé les informations sur les viols de 41 femmes et filles à Iranshahr le vendredi 15 juin 2018 dans son sermon de prière du vendredi.

Les agressions avaient été perpétrées par un groupe de quatre hommes, apparemment liés aux familles riches et influentes de la ville.

Faisant référence à l'agresseur arrêté, Mowlavi Tayyeb Mollazehi a déclaré: "Il a avoué avoir violé 41 sœurs musulmanes." Puis, dans des interviews avec les agences de presse ISNA et ILNA, il a ajouté que le membre arrêté du gang était "un magnat riche."

Tayyebeh Siavoshi, membre du parlement des mollahs, a déclaré que ses enquêtes indépendantes de sources "officieuses" ont confirmé que la personne arrêtée dans cette affaire "jouissait du pouvoir et d'une aisance financière". (Agence de presse officielle IRNA - 18 juin 2018)

Siavoshi n'a nommé personne.

Les familles des victimes ont déclaré à Mowlavi Tayyeb Mollazehi qu'elles ne faisaient pas confiance à la Force de sécurité de l'Etat pour poursuivre l'affaire car "les assaillants sont liés au (groupe paramilitaire) Bassij". Selon un autre récit, le père de l'un des suspects est un des commandants supérieurs du CGR, le puissant corps des gardiens de la révolution qui domine l'économie et les forces armées du pays.

Enlevée sous la menace d'une arme par des hommes en uniforme militaire

Les victimes des viols en série de 41 femmes et filles à Iranshahr avaient entre 18 et 30 ans. Elles ont d'abord été identifiées par les assaillants et ensuite kidnappées sur le chemin du retour.

Chacun d'elles avaient été conduites dans une maison sûre à Iranshahr où elles ont été violées par quatre ravisseurs. Les victimes ont déclaré avoir été enlevées "sous la menace d'une arme à feu" par des individus "qui portaient l'insigne de la Force de sécurité de l'État ou des uniformes militaires."

Pour empêcher leurs victimes d'identifier la maison, les ravisseurs leur avaient bandé les yeux sur le chemin de la maison d'arrêt. Mais l'une des victimes a réussi à apprendre la route et à identifier la maison où elle avait été outragée.

Mowlavi Tayyeb Mollazehi a expliqué dans son sermon que l'une des victimes rentrait du travail pendant le mois sacré du Ramadan, quand elle a été bloquée par les ravisseurs et forcée dans une voiture sous la menace d'une arme.

Reza Abdi, directeur général du Bureau du Coroner dans la province du Sistan-et-Balouchistan, a déclaré: "Une personne âgée de 24 ans (femme) s'est adressée au Bureau du Coroner (le lundi 18 juin 2018), qui avait été blessée, harcelé, violé et enlevé. Elle portait également des cicatrices évidentes de viol et d'enlèvement ... Dans les examens, elle a également été trouvée avec des cicatrices consécutives à des coups." (Agence de presse IRNA - 18 juin 2018) Elle déposait une plainte trois ou quatre jours après l'incident.

Fatemeh Fazeli, directrice générale des affaires féminines et familiales au gouvernorat de la province du Sistan-et-Balouchistan, a été interviewée par la chaîne d'information locale, Neday-e Zahedan (Voix de Zahedan). "Beaucoup de jeunes femmes et filles d'Iranshahr ont été victimes de cet incident inquiétant, mais seulement quelques-unes ont osé parler de cette expérience traumatisante" a souligné Fatemeh Fazeli.

On croit que de nombreuses femmes et filles violées se sont abstenues de venir déposer plaintes et ont préféré dissimuler la vérité, craignant la «disgrâce» sociale.

Le témoignage rare d'une victime

L'une des victimes dont l'enregistrement audio a récemment été publié sur Internet dit: "Je revenais du travail et j'attendais un taxi quand une voiture blanche avec des verres fumés s'arrêtèrent devant moi. Je ne pouvais pas réaliser qui étaient les passagers. J'ai essayé de m'éloigner, mais trois hommes qui avaient couvert leurs visages sont descendus de la voiture et m'ont forcée à entrer dans le véhicule."

Elle a dit qu'ils ont emporté son sac à main et son mobile et lui a bandé les yeux.

"Ils m'ont emmené dans une maison et m'ont violée jusqu'à la tombée de la nuit. Puis ils m'ont abandonnée quelque part près de chez moi ... Je ne pouvais pas reconnaître les assaillants; Je n'ai pas vu leurs visages", se plaignit-elle.

La victime a expliqué que lorsqu'elle a raconté à sa famille ce qu'elle avait vécu, ses frères voulaient la tuer, mais c'est sa mère qui a réussi à les en empêcher.

Minimiser le crime en accusant les victimes

Profitant du petit nombre de plaignants, les responsables du régime ont tenté de minimiser la gravité de l'affaire et de saper la validité de l'information.



Les manifestants à Téhéran défilent avec des affiches dans les rues bondées, protestant contre les viols de 41 femmes et filles à Iranshahr.

Leurs signes indiquaient: "Victimes de viol, ne restez pas silencieuses" et "Parler de viol n'est pas une honte".

Le mollah Ebrahim Hamidi, chef du département de la justice de la province du Sistan-et-Baloutchistan, a réagi aux informations en disant: "Nous ne pouvons pas confirmer la déclaration faite par M. Mowlavi dans la prière du vendredi d'Iranshahr; jusqu'à présent, seules trois personnes ont porté plainte." (Le site Web de Tabnak géré par l'État - 17 juin 2018)

Le mollah Ali Movahedi Rad, le procureur de Zahedan, a également déclaré: "il n'y a que trois plaignantes privées. En conséquence, on ne pouvait pas parler de viols de 41 femmes et filles."

Il a nié la validité des informations en bloc et a déclaré: "Il est possible que certaines de ces personnes aient déjà eu une relation, mais ont par la suite rencontré des problèmes et finalement déposé plainte."

Mohammad Hadi Mar'ashi, adjoint à la sécurité et aux affaires disciplinaires auprès du gouverneur de la province du Sistan-et-Balouchistan, a déclaré: "On pourrait dire que les trois femmes se connaissaient auparavant." Mar'ashi a accusé Mowlavi Tayyeb d'avoir attisé les tensions dans la ville en parlant de la question sans avoir suffisamment d'informations. (L'agence de presse officielle IRNA - 18 juin 2018)

Le 24 juin 2018, le ministre de l'Intérieur, Abdolreza Rahmani Fazli, a qualifié le chiffre 41 d'"irréaliste" et a annoncé: "D'après ce qui a été officiellement rapporté jusqu'à présent, il n'y a eu que quatre plaintes officielles."

Ironiquement, Rahmani Fazli a ajouté: "Des réclamations ont été faites il y avait aussi d'autres cas, mais ces affirmations n'ont pas encore été vérifiées." (L'agence de presse ISNA, gérée par l'Etat - 24 juin 2018)

Menacer d'arrêter le dénonciateur

Mohammad Jafar Montazeri, le procureur général du régime, a déclaré, lundi 18 juin 2018, que la personne qui a révélé les viols collectifs de 41 jeunes femmes et filles à Iranshahr sera poursuivie.

Selon les médias d'Etat, Montazeri a déclaré: "Selon les déclarations du procureur local et des autorités judiciaires du Sistan-et-Balouchistan, et mes propres études personnelles, nous devons nier cette histoire telle qu'elle a été présentée."

Se référant à Mowlavi Tayyeb, il a déclaré: "Le pouvoir judiciaire traitera de manière décisive avec l'individu qui a profité d'un forum public en désinformant le public par de fausses nouvelles sans en vérifier la véracité et en compromettant ainsi l'honneur de certaines familles."

Le Procureur général du régime a souligné: "Cet incident n'est certainement pas vrai dans l'envergure ou il a été soulevé."

Il a menacé d'intenter une action en justice contre Mowlavi Tayyeb Mollazehi s'il ne parvenait pas à prouver ses accusations. "Son action équivaut à une distorsion de l'opinion publique, une accusation qui pourrait être poursuivie en vertu de la loi."

Montazeri a souligné, "Tout le monde devrait savoir que basées sur des fondements juridique et des principes



Des femmes protestent contre les viols de 41 femmes et filles à Iranshahr au sein du bureau du gouverneur. Leurs signes disent: "Victime, ne reste pas silencieuse, nous sommes avec toi."

religieux, les questions morales concernant les épouses et les les filles ainsi que toute question relative à la dignité des familles doivent être tenues cachées."

Les victimes n'ont aucune protection légale

Une sociologue a dit: "Les victimes n'ont aucune protection légale."

Shahla Ezazi, directrice du Groupe d'étude sur les femmes de l'Association iranienne des sociologues, a déclaré: "Si cela s'était produit ailleurs dans le monde, les femmes auraient protesté contre les viols de 41 femmes et filles à Iranshahr à l'intérieur du pays. Dans ce cas, cependant, nous voyons que le gouverneur rejette la divulgation faite par le chef de prière du vendredi (qui est une personne de confiance parmi la population). Il dit qu'il n'y avait pas 41 victimes. Pourtant, même s'il n'y avait que 3 plaintes, cela aurait dû entraîner la démission du gouverneur. En pratique, cependant, nous ne voyons pas une telle chose arriver."

Non seulement les fonctionnaires n'ont pas démissionné, mais ils ont arrêté et emprisonné un certain nombre de personnes qui ont protesté contre cet outrage. Abdollah Bozorgzadeh est l'une des dizaines de personnes qui ont été arrêtées dans les manifestations contre les viols collectifs et qui n'ont pas encore été libérées.

En outre, Mowlavi Tayyeb Mollazehi, le lanceur d'alerte dans cette affaire, a été réduit au silence.

En discréditant les témoignages des femmes qui ont déposé des plaintes et en les accusant d'avoir des relations illicites avec les assaillants, les autres victimes sont découragées de présenter des plaintes au sujet de l'affaire de viol.

Une catastrophe en devenir

La tendance des événements montre que les autorités judiciaires locales et nationales tentent de balayer le dossier entier sous le tapis. Une orchestration bien coordonnée pour dissimuler la vérité et aider les criminels à échapper à la justice, ceux qui "jouissent du pouvoir et de l'assise financière" et ont des liens avec le "Bassij" et les "instituts paramilitaires."

Sans l'indignation du public, ces femmes auraient pu être reconnues coupables et condamnées à la lapidation.

Les tentatives faites par les autorités judiciaires pour minimiser, voire nier complètement l'affaire, ont soulevé une énorme colère dans différentes plateformes de médias et réseaux sociaux. Exprimant leur horreur, les gens disent dans un pays où Saeed Toosi, décrit comme le reciteur du Quran préféré du guide suprême iranien Ali Khamenei, a été acquitté du violant de ses étudiants; de tels incidents vus à Iranshahr ne devraient pas faire hausser les sourcils.

L'exemple le plus frappant a été celui de [Reyhaneh Jabbari](#), la femme de 19 ans qui s'est défendue contre le viol. Elle a passé sept ans derrière les barreaux et a été violemment torturée pour faire de faux aveux afin de nettoyer l'empreinte de l'agresseur, un haut responsable du ministère des Renseignements. Reyhaneh a refusé de faire de faux aveux et a finalement été pendue pour s'être défendue contre le viol.



Les hommes d'Iranshahr descendent dans les rues pour protester contre et condamner les viols violents de leurs soeurs.

En attendant, les deux projets de loi incriminant la violence envers les enfants et celle envers les femmes, celles-ci continuent d'être exclues de la table, car un nombre croissant de viols comptabilisés continuent de proliférer dans différentes parties du pays. Cela devient d'autant plus grave lorsque nous réalisons que des individus associés directement aux «partis influents» du régime iranien sont impliqués.

Leurs crimes ne sont que la pointe de l'iceberg d'une catastrophe sociale en devenir qui a victimisé les femmes et les filles avant tout le monde.